

rapport annuel 2021

résumé



**Service
de paix
LVIA**

Association de Solidarité et Coopération Internationale
Associazione di solidarietà e cooperazione internazionale
Solidarity and international cooperation association
Associação de solidariedade e cooperação internacional

IDENTITÉ ET MISSION

LVIA cherche à promouvoir une citoyenneté responsable basée sur les principes de solidarité, à agir efficacement pour promouvoir le changement, à soutenir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les peuples pour construire un monde plus juste et plus solidaire. Une société mondiale dans laquelle la dignité de chaque personne est sauvegardée et promue, dans laquelle chaque individu peut jouir des libertés fondamentales, avoir accès aux ressources et aux services, avoir la possibilité de vivre dans un environnement sain et d'améliorer la qualité de vie dans tous ses aspects ; une société mondiale dans laquelle chaque individu et toutes les communautés ont le droit à l'autodétermination en accord avec les droits culturels des autres peuples et de chaque homme et femme sur terre.

La mission de LVIA

En 2021, pour atteindre les objectifs de sa mission, LVIA a réalisé des projets de développement et de réponse aux urgences dans 10 pays d'Afrique subsaharienne ainsi que des projets d'éducation à la citoyenneté mondiale, promotion de la citoyenneté active, compréhension interculturelle et inclusion sociale en Italie.

En 2021, les investissements dans les projets de coopération et d'aide humanitaire se sont élevés à 7.264 615,20 euros - ce qui signifie que 92,8 % des dépenses a été utilisé pour obtenir des résultats concrets en améliorant les conditions de vie de 469 656 personnes. En particulier :

- **11.867 personnes** (6.635 femmes et 5.232 hommes) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux interventions dans les secteurs agricole et pastoral;
- **37.418 personnes** (15.838 femmes et 15.458 hommes, 6 122 enfants) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux interventions en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement;
- **106.093 personnes** (52.625 femmes, 46.045 hommes et 7 403 enfants) ont amélioré leurs conditions de vie grâce à des interventions sur l'approvisionnement énergétique et l'environnement;
- **25.099 personnes** (24.370 femmes enceintes et 729 enfants) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux activités de LVIA contre la malnutrition;
- **218.901 personnes** (72.986 femmes, 37.488 hommes et 108.427 enfants de moins de 5 ans) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux interventions humanitaires;
- **43.049 personnes** (28.393 femmes, 10.323 hommes et 4 333 enfants) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux interventions d'inclusion sociale et de participation démocratique;
- **27.958 personnes** (13.392 femmes, 13.717 hommes et 120 enfants) ont bénéficié d'activités de sensibilisation à l'éducation à la citoyenneté mondiale.

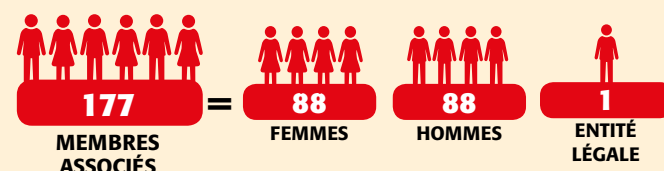
Les ressources pour les actions de développement ont été équivalentes à 82,5% des investissements dans les pays et, pour les interventions humanitaires à 17,5%. Toutes les interventions ont été réalisées en tenant compte de la durabilité et de la pérennisation des résultats atteints.

Les investissements dans des projets et des initiatives en Italie s'élèvent à 651.693,19 euros, soit 8,9 % du total, et ont impliqué 30.016 personnes dans le but d'attirer l'attention et d'impliquer la société civile sur les thèmes de la solidarité internationale, de l'inclusion des groupes vulnérables et de la promotion d'une société ouverte et interculturelle. Grâce aux activités de communication, quelque 75.425 personnes ont été impliquées par le biais d'outils et de plateformes LVIA et des centaines de milliers de personnes par le biais d'activités dans les médias.

L'ASSOCIATION

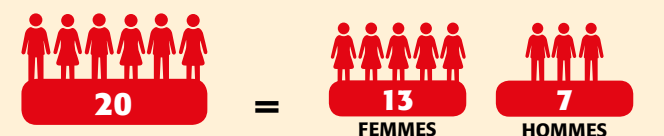
LVIA, Association Internationale Volontaires Laïcs, a été créée en 1966. LVIA est une organisation à but non lucratif qui recherche des moyens d'action efficaces et innovants, en reconnaissant les valeurs fondamentales et l'engagement du volontariat dans toute sa diversité.

BASE DE MEMBRES

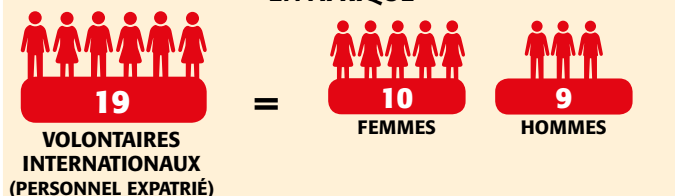


STAFF

EN ITALIE

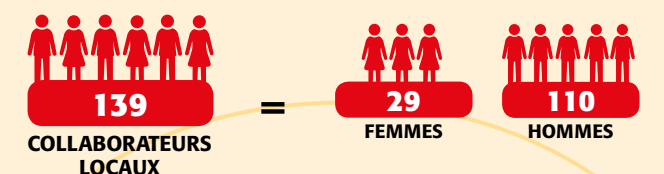


EN AFRIQUE



ROLES

REPRÉSENTANT/RESPONSABLE PAYS	9
GESTION DE PROJET	10

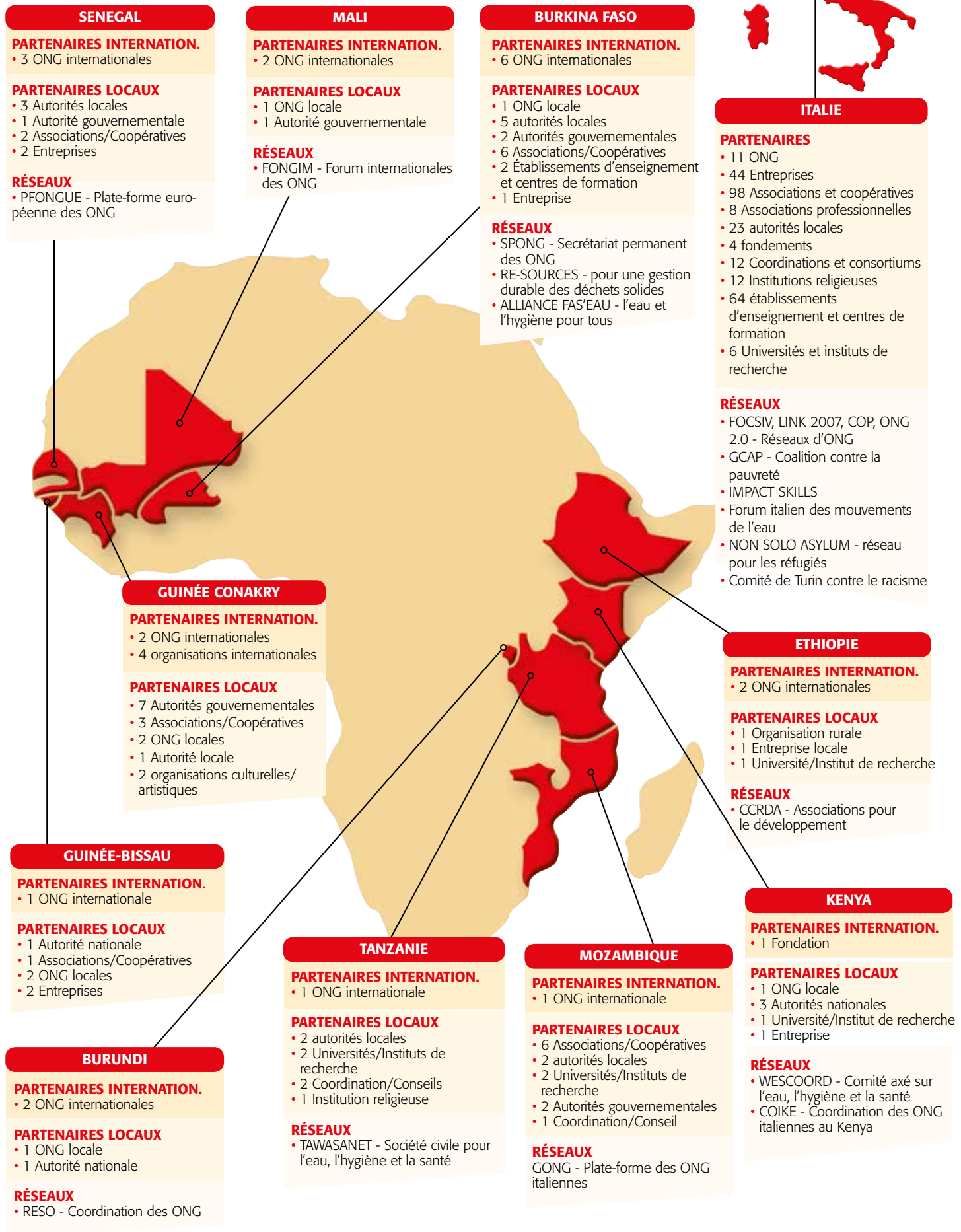


ROLES

REPRÉSENTANT/RESPONSABLE PAYS *	3	ANIMATEUR COMMUNAUTAIRE	16
COORDINATEUR	7	TECHNICIEN	34
ADMINISTRATIF	31	LOGISTIQUES	5
		CHAUFFEUR/AUTRE	43

*Le Représentant Pays, à la différence du Responsable Pays, a également le mandat de représenter l'association.

PARTENAIRES ET RÉSEAUX



ORGANISMES DE FINANCEMENT

	401
ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX	26
ONG, ASSOCIATIONS ET COOPERATIVES	130
AUTORITÉS LOCALES, RÉGIONALES ET GOUVERNEMENTALES	63
UNIVERSITÉS/INSTITUTS DE RECHERCHE	7
ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET CENTRES DE FORMATION	66
BUSINESS	51
FONDACTIONS	5
COORDINATION/CONSORZIATIONS	16
ORGANISATIONS PAYSANNES	1
ORGANISMES RELIGIEUX	13
PARTENAIRE MÉDIA	18

NOS PRINCIPAUX ORGANISMES DE FINANCEMENT

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- PAM
- UNICEF

AUTORITÉS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

- AICS - Agence italienne de coopération au développement
- 8x1000 Programme de la Présidence du Conseil des ministres
- Présidence du Conseil des ministres - Département de la famille
- UE - Union européenne (développement, éducation à la citoyenneté mondiale)
- UE - ECHO (urgence)
- Ministère du travail et des politiques sociales
- Ministère de l'Intérieur
- ENABEL - Coopération technique belge
- GIZ - Coopération allemande
- DFID - Coopération Anglais
- AFD - Coopération française

LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES

- Région Emilia-Romagna
- Région du Piémont
- District 8 Ville de Turin
- Communes d'Airasca, Cantalupa, Frossasco, Giaveno, Orbassano, Pinerolo, Piossasco, Roletto, Trana, Villarbasse

FONDACTIONS

- Fondation CRC • Fondation CRT
- Fondation CARIPLO • Fondation La Stampa - Specchio dei Tempi
- Compagnia San Paolo
- Entreprise sociale avec enfants - Fondation avec le Sud
- Fondation Cassa dei Risparmi di Forlì
- Fondation Cassa di Risparmio di Saluzzo
- Fondation De Mari
- Fondation CDF - Climat et développement
- Kinder In Not

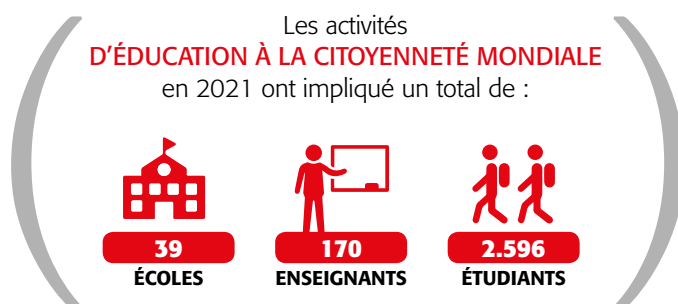
ORGANISMES RELIGIEUX

- CEI - Conférence épiscopale italienne
- Église évangélique vaudoise 8x1000

ACTIVITÉS EN ITALIE

En Italie, en plus des activités d'inclusion et de cohésion sociale, déjà incluses dans la section "Inclusion sociale et participation démocratique", la LVIA a mené des activités dans les domaines suivants:

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ GLOBALE : avec les jeunes pour comprendre les phénomènes complexes de notre époque (mondialisation, changement climatique, migration...), comprendre les interdépendances entre des zones éloignées de la planète. Nous travaillons dans les écoles à tous les niveaux, en concevant des parcours éducatifs interdisciplinaires avec les enseignants pour développer une citoyenneté active, interculturelle et critique dans l'éducation.



CITOYENNETÉ ACTIVE : promouvoir la participation des citoyens à la vie civique de leur pays. La participation est un chemin qui n'est pas toujours facile, mais qui est passionnant et nécessaire pour pouvoir "changer les choses" : l'égalité des chances, la formation et l'éducation à la pensée critique sont nécessaires comme ingrédients fondamentaux pour permettre de remettre en question ses propres convictions et d'agir pour le Bien Commun.

INCLUSION ET COHESION SOCIALE : nous opérons dans certaines banlieues urbaines et dans des territoires socialement difficiles. L'engagement de lutter contre la pauvreté éducative des mineurs qui quittent l'école prématurément.

INFORMATION ET SENSIBILISATION : des personnes, de la société civile et des institutions afin de les sensibiliser aux questions d'actualité et de stimuler de nouvelles approches d'action. Les thèmes que nous abordons sont : les droits de l'homme, les causes de la pauvreté, l'engagement pour le changement. En 2021, alors que la pandémie se poursuivait, la communication numérique est restée le principal canal de sensibilisation et de diffusion des projets.

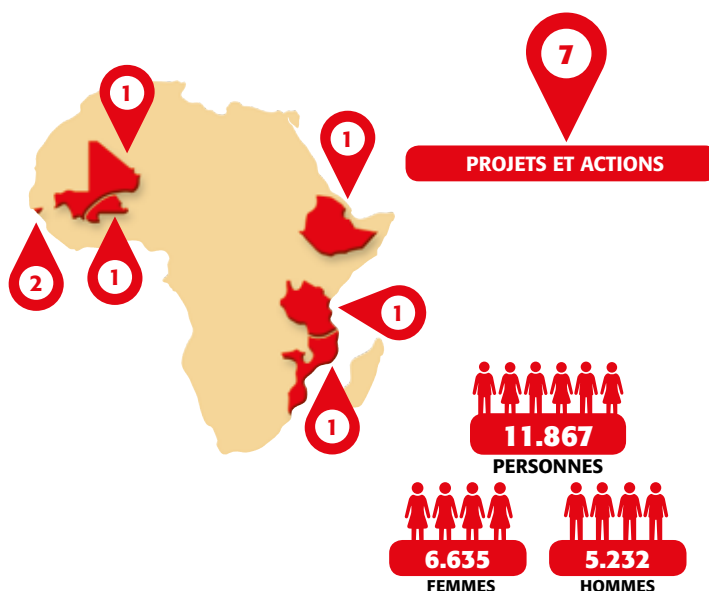
OUTILS :

Site internet (59.512 visiteurs),
Facebook (12.828 followers),
Instagram (1.195 followers),
newsletter (16.583 destinataires)
newsletter imprimée (11.000 destinataires)





Simone Migliaro©



L'objectif de développement durable n°2 " **Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition et promouvoir une " agriculture durable "** de l'Agenda 2030 pose des défis complexes qui nécessitent une action décisive.

2021, la deuxième année depuis le début de la pandémie, a été un accélérateur de la crise alimentaire, mais l'impact le plus important du Covid-19 sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire a été sur l'accès à la nourriture plutôt que sur la disponibilité de la nourriture, comme on le craignait initialement. Il ne s'agit donc pas d'une famine mondiale, mais d'une nouvelle aggravation de la situation, surtout dans les territoires et pour les groupes de population déjà touchés par l'insécurité alimentaire, même dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne, principalement en raison de la détérioration de la situation économique causée par le Covid-19 et des conditions persistantes d'inégalité économique et sociale.

C'est également la raison pour laquelle, **en 2021, LVIA a collaboré avec 11.867 agriculteurs (6.635 femmes et 5.232 hommes) dans 5 pays**, en soutenant des systèmes alimentaires sains et durables, où, outre la disponibilité des aliments à tout moment, la qualité des aliments et les régimes alimentaires sains et diversifiés sont au cœur de nos interventions.

Les interventions menées par LVIA soutiennent **l'agriculture familiale** et s'inscrivent dans une vision à moyen et long terme qui trouve dans **l'agroécologie** une dimension capable d'améliorer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires et agricoles tout en préservant l'intégrité sociale. Il s'agit d'interventions qui prennent en compte et traitent les dimensions environnementales, socioculturelles, économiques et politiques du contexte rural.

L'action la plus significative au niveau des investissements est celle menée en Guinée-Bissau pour soutenir la **riziculture de mangrove**, où des systèmes hydrauliques-agricoles ont été mis en œuvre dans plus de 3.600 hectares et des travaux de génie rural - tels que des pistes rurales pour améliorer l'accès et le transport des véhicules et des marchandises agricoles - ont été réalisés.

Le soutien aux filières agricoles courtes et aux systèmes alimentaires tels que **l'apiculture, l'horticulture, l'arboriculture fruitière et la culture de la patate douce** a fait l'objet d'actions au Burkina Faso, au Mali, en Éthiopie et au Mozambique, à la fois en stimulant l'entrepreneuriat agricole et en travaillant aux côtés d'exploitations agricoles informelles et formelles à vocation mutualiste et à gouvernance communautaire.

L'approche méthodologique de la LVIA est que les producteurs et les communautés rurales sont formés et accompagnés dans tous les segments de la chaîne d'approvisionnement par le biais d'une assistance technique régulière et permanente ; un exemple de ceci est le travail avec les multiplicateurs de semences de riz en Guinée Bissau, les apiculteurs au Burkina, et les producteurs de fruits et légumes en Éthiopie.

L'éducation alimentaire, la promotion de la consommation d'aliments et de produits locaux ainsi que la gestion durable des ressources sont les thèmes des formations, des campagnes de sensibilisation locales et de nos actions politiques. Pour ce faire, outre l'action sur le terrain en Afrique, la LVIA participe au dialogue politique en Italie et en Europe avec des réseaux de référence pour de nouvelles formes de développement et de coopération.

En termes de recherche appliquée, menée en collaboration avec des producteurs, des organismes publics et des indépendants, au cours de l'année 2021, des travaux ont été finalisés sur le stock de plants de riz de mangrove indigènes et sur la gestion des ressources en eau.



Fabio Caciotti©

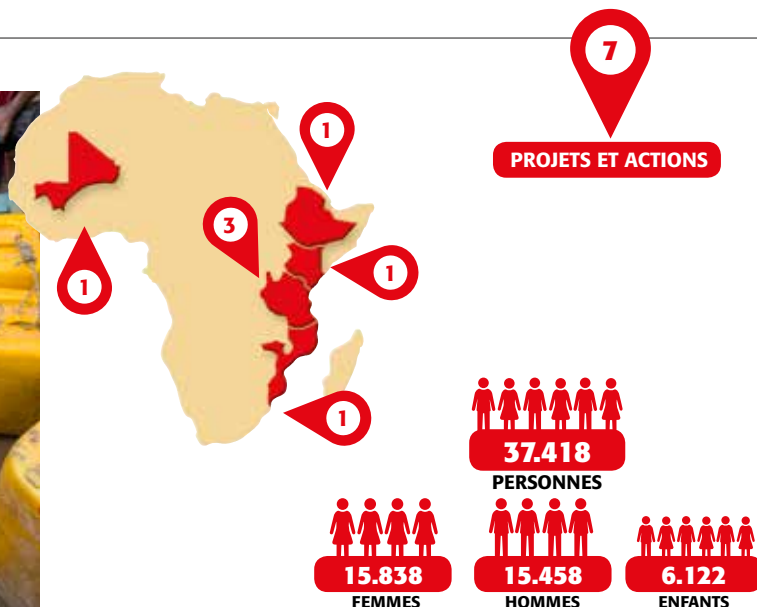
Dans le monde, 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'eau potable et 4,2 milliards de personnes ne disposent pas d'un système d'assainissement adéquat à leur domicile. Alors que le Covid-19 rend plus que jamais indispensable une bonne hygiène des mains, **l'absence d'eau et de savon dans les écoles, les foyers et même les centres de santé** est encore plus dramatique : un an après la déclaration de la pandémie, près de 3 milliards de personnes dans le monde n'a pas le savon et l'eau nécessaires pour se laver les mains (UNICEF 2021). Au cours des dernières décennies, de grands progrès ont été réalisés pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement : entre 1990 et 2015, plus de 2,6 milliards de personnes ont eu accès à l'eau potable, dont 1,9 milliard directement à leur domicile grâce au réseau d'adduction d'eau. Pourtant, 663 millions de personnes en sont restées privées, soit une personne sur dix. Il y a encore beaucoup à faire. Accès à l'eau et l'assainissement est un objectif des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

En 2021, les interventions de LVIA en Afrique subsaharienne ont permis à 37.418 personnes dans cinq pays d'accéder à l'eau et à l'assainissement.

Les projets LVIA ont fourni des services d'eau et d'assainissement, principalement aux écoles et aux centres de santé, ainsi qu'aux communautés agro-pastorales pour permettre l'abreuvement du bétail.

Cette année encore, la LVIA est intervenue à travers **la réalisation de forage, la réhabilitation de puits, la protection des sources d'eau** (notamment pour les inondations à travers l'installation de systèmes de pompage manuel et solaire), **la construction de systèmes de collecte des eaux de pluie et de citernes de stockage, la réhabilitation ou le remplacement de canalisations et l'installation de systèmes de dosage du chlore.**

La formation reste l'un des piliers essentiels des activités de LVIA : plusieurs sessions de formation économique-gestionnaire et technique-hydraulique, ainsi que sur l'exploitation et la maintenance, le suivi et la collecte de données ont été organisées pour les dirigeants communautaires, les opérateurs de district et les membres des comités de gestion de l'eau, afin de s'assurer que les communautés et institutions locales " s'approprient " des interventions, une condition nécessaire pour garantir leur pérennité. Toutes les interventions dans le domaine de l'eau ont

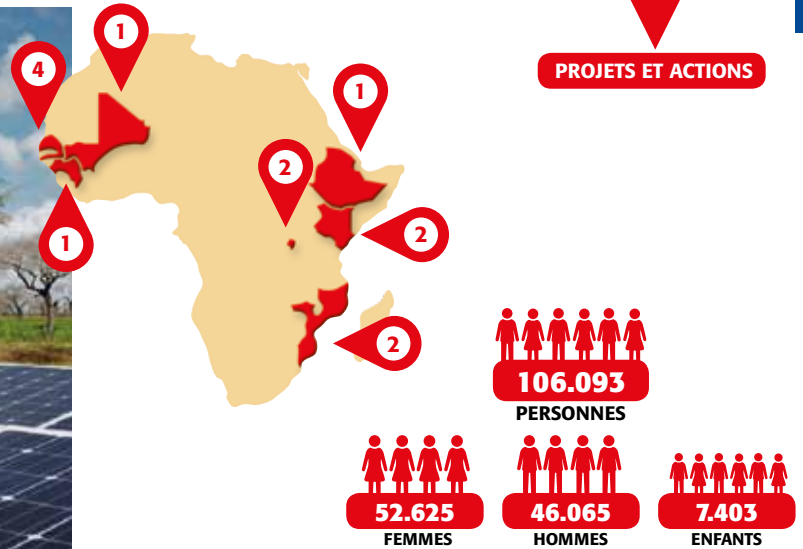


été accompagnées de campagnes de sensibilisation à l'utilisation du savon, de la distribution de matériel d'hygiène et de la construction d'installations de lavage des mains : aujourd'hui plus que jamais, il est important de prévenir non seulement les maladies causées par l'utilisation d'eau non potable et les comportements d'hygiène inappropriés, mais aussi la pandémie de Covid-19. En ce sens, **la sensibilisation des communautés, des écoles et des centres de santé** revêt une importance particulière pour la LVIA : plusieurs comités de santé et comités de santé et d'hygiène scolaires ont été impliqués dans les activités, permettant un effet multiplicateur également grâce à l'utilisation de la méthodologie d'éducation par les pairs. Une attention particulière a été accordée au CLTS (Community Led Total Sanitation), une approche participative utilisée principalement dans les pays du Sud pour améliorer les pratiques d'hygiène dans une communauté, en s'attaquant au problème de la défécation en plein air et à la construction de latrines domestiques. Enfin, **les activités d'étude et de recherche sur la qualité de l'eau**, l'eau potable et ses usages en relation avec les indices sanitaires et environnementaux se sont poursuivies, ainsi que le suivi et l'assistance technique pour améliorer la gestion des systèmes d'eau ruraux.

Par le biais de l'organisation communautaire d'approvisionnement en eau (CBWSO), LVIA a fourni une formation en gestion financière, en exploitation et en maintenance des systèmes d'eau, en rapport et en communication, en planification commerciale et tarifaire.

“ La formation a été très utile pour améliorer la prestation du service de l'eau, pour mieux gérer les aspects administratifs et comptables, pour fixer un tarif de l'eau approprié et pour mobiliser et responsabiliser la communauté dans le service de l'eau. Ainsi, il a été possible d'obtenir davantage de ressources, y compris des ressources externes, pour financer l'entretien et l'extension des services d'eau afin d'atteindre davantage de personnes dans notre village. Avant la formation et l'enregistrement de la CBWSO, la collecte mensuelle de revenus dans notre village ne dépassait pas 750.000 Shillings tanzaniens : notre collecte mensuelle a augmenté de façon spectaculaire pour atteindre 3.500.000 shillings tanzaniens par mois.”

Batholomeo Chisonjela, responsable de l'OSCB du village de Hogoro-Kongwa



Conformément à ce qui a été observé et vécu les années précédentes, en 2021 également, les communautés avec lesquelles nous travaillons ont dû faire face à de grandes difficultés pour répondre aux effets du changement climatique, car des événements météorologiques extrêmes tels que des inondations et des sécheresses se sont produits avec une fréquence et une intensité élevée, qui ont déjà eu un impact profond sur les personnes, les familles et les sociétés vulnérables. Les moyens de subsistance de base, la disponibilité de l'eau et de la nourriture, les foyers de milliers de personnes ont été sévèrement mis à l'épreuve et ont contribué à la migration forcée vers les centres urbains et à l'étranger, avec des conséquences néfastes pour le tissu social et économique des zones rurales.

L'adoption et la diffusion des énergies renouvelables familiales dans les processus de production et au niveau des services de base (écoles, centres de santé) sont considérées comme un facteur décisif pour la protection de l'environnement, contribuant à atténuer le changement climatique en cours.

C'est pourquoi la protection de l'environnement et le lien avec l'énergie constituent un thème transversal essentiel des projets que la LVIA promeut dans les pays où elle opère.

En 2021, la LVIA a touché directement un total de 106 093 personnes (dont 52 625 femmes et 7 403 enfants) dans 7 pays africains par des activités dans le secteur de l'environnement et de l'énergie.

Dans le secteur environnemental, LVIA contribue activement à la transition agro-écologique dans les pays où elle opère, en promouvant l'esprit d'entreprise et les emplois verts et en démontrant **la possibilité de concilier développement économique et durabilité environnementale.**

À cet égard, les activités agricoles, pastorales ou de collecte et de valorisation des déchets sont soutenues et suivies dans les différents contextes où opère LVIA.

En Guinée, dans le cadre du projet SANITA dans la municipalité de Ratomà, dans la ville de Conakry, LVIA et l'organisation locale CARP ont mené des activités de sensibilisation communautaire dans 25 quartiers. 14 petites et moyennes entreprises sont accompagnées dans le tri et le transit des déchets, impliquant 186 personnes. En outre, la municipalité est soutenue dans la mise en œuvre des plans de gestion des déchets.

Dans le domaine de l'énergie, les activités en 2021 comprennent l'achat de plus de 1.000 kits solaires pour approvisionner le même nombre de ménages ruraux, l'électrification solaire de 10 centres de services ruraux pour stocker les produits, et la fourniture de 3 motopompes solaires pour irriguer 9 hectares de terrain au Burundi ; l'achèvement de 2 bâtiments et l'achat d'un camion réfrigéré pour la coopérative de femmes Walqabana, des équipements essentiels pour permettre les activités de transformation du lait de chamelle au Kenya ; l'installation de panneaux solaires et de réfrigérateurs pour 3 centres de santé, et des panneaux solaires, des ordinateurs et des imprimantes pour 6 écoles au Sénégal.

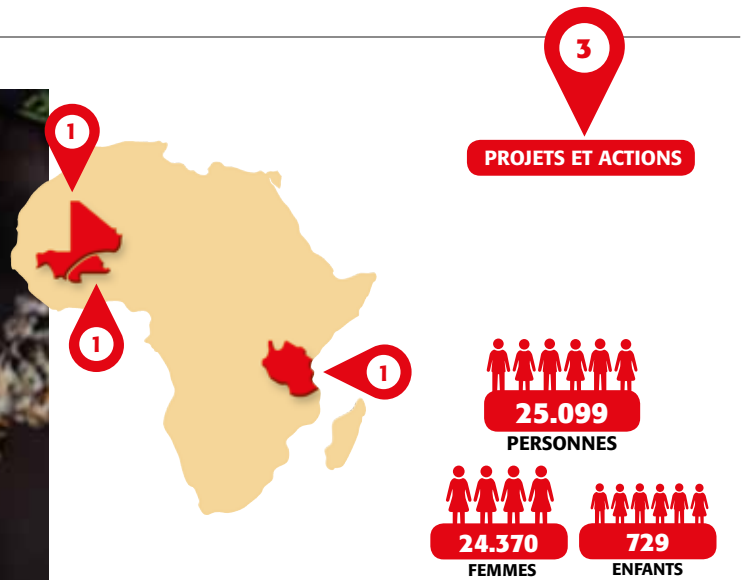
Dans ces cas, LVIA a accompagné la fourniture d'équipements et des formations spécifiques pour garantir l'utilisation et la gestion correctes et autonomes par les bénéficiaires des installations reçues, même au-delà de la durabilité des initiatives individuelles. En outre, plusieurs actions de sensibilisation liées aux énergies renouvelables ont été menées, avec la participation des communautés bénéficiaires, afin de créer une plus grande prise de conscience et une meilleure connaissance de ses avantages et opportunités.

À cet égard, en 2021, LVIA au Burundi a renforcé les compétences des femmes qui vendent les kits solaires ; au Sénégal, elle a impliqué et sensibilisé les jeunes aux principes de l'économie circulaire et du recyclage des déchets, produisant également une cartographie des acteurs sénégalais de l'économie circulaire.

Au Mozambique, LVIA a produit des programmes radio et a sensibilisé les communautés locales aux questions d'éducation environnementale. En Éthiopie, elle a formé des jeunes sans emploi à l'installation et à la maintenance de systèmes photovoltaïques. Enfin, au Mali, nous avons formé des producteurs et des dirigeants locaux à l'agriculture durable et à la gestion des ressources naturelles.

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Olympia De Maismont©



En 2021, la LVIA a concentré ses interventions sur la prévention de la malnutrition chronique et aiguë dans le nord du Burkina Faso (régions du Centre-Ouest et du Sahel) et au Mali (région de Gao) par le biais d'activités ciblant principalement les femmes et en particulier 24.370 femmes enceintes et allaitantes et celles ayant des enfants de moins de 2 ans.

Des actions de formation et de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'alimentation, d'allaitement et de sevrage ont été menées dans le but d'abandonner toutes les mauvaises habitudes - telles que celle de ne pas attacher immédiatement le bébé au sein en ne lui donnant pas le colostrum, ou commencer le sevrage trop tôt, qui peuvent créer les conditions pour l'émergence de formes plus ou moins sévères de malnutrition et ainsi compromettre la santé et le bon développement de l'enfant.

À cette fin, en collaboration avec les associations locales, des journées de sensibilisation ont été organisées dans les villages, auxquelles ont été invitées à participer les femmes réparties en groupes selon leur statut (enceintes, allaitantes et avec des enfants de moins de 2 ans). Ces journées sont menées par des animateurs communautaires avec le soutien d'ASBC (agents de santé communautaires) préalablement formés, munis de matériel pédagogique en langue locale, et sous la supervision de nutritionnistes de LVIA. Au cours de ces journées, les principes d'une bonne nutrition sont expliqués de manière élémentaire et des "démonstrations de cuisine" sont organisées pour apprendre aux femmes à préparer des plats nutritifs et variés en utilisant exclusivement des produits locaux, selon la saison. En moyenne, trois journées de sensibilisation sont organisées par mois dans chaque village, une pour chaque groupe de femmes.

Ces journées sont également l'occasion de surveiller l'état nutritionnel des enfants en mesurant leur périmètre brachial, leur taille et leur poids, ainsi qu'en observant des symptômes spécifiques (tels que des œdèmes bilatéraux ou le jaunissement des cheveux). Dans les cas où l'on soupçonne qu'un enfant souffre de malnutrition, l'ASBC fait en sorte que l'enfant soit examiné dans un centre de santé ou, dans les cas les plus graves, directement dans un hôpital ou un centre de réhabilitation nutritionnelle.

Toutes ces activités communautaires sont accompagnées d'autant de programmes de sensibilisation diffusés sur les radios locales.

L'Association pour la Promotion du Développement Paysan Koglyan (APDPK) est active dans la province de Boulkiemdé, au Burkina Faso, où LVIA est intervenue avec un projet financé par l'AICS pour la prévention de la malnutrition chronique. L'APDPK et les 4 autres associations locales impliquées dans le projet ont assuré l'organisation et l'animation de journées de sensibilisation dans les villages pendant les 3 années du projet.

« Ce matin encore, je discutais avec une infirmière du centre de santé de Nanoro, qui me disait que ces derniers temps, nous voyons moins de cas de malnutrition infantile et que si ce travail de sensibilisation pouvait se poursuivre pendant trois ans encore, il n'y aurait plus de cas. En fait, la participation des femmes a été beaucoup plus importante que ce que nous avons prévu, car même celles qui n'étaient théoriquement pas censées participer aux journées de sensibilisation et aux démonstrations culinaires sont venues et ont montré un grand désir d'apprendre ! »

Emmanuel Kaboré - Animateur APDPK

Macaire Nana, médecin, chef du district sanitaire de Nanoro au Burkina Faso. Il travaille avec LVIA sur le projet de lutte contre la malnutrition infantile, notamment en menant des formations pour les groupes de femmes appelés "GASPA".

« Avant ce projet, il n'y avait pas de temps pour l'information et la discussion. Nous avons formé des groupes pour donner une formation théorique et pratique aux femmes sur les thèmes de l'alimentation, de la nutrition et de l'hygiène des enfants. Prenons spécifiquement le cas du village de Semtenga : avant la création de GASPA, nous avions un certain nombre de cas de malnutrition chronique. Grâce aux formations, les gens ont commencé à changer leurs habitudes alimentaires et d'hygiène. Le simple fait de bien se laver les mains peut faire la différence. Depuis que nous avons commencé les formations, nous avons constaté une diminution des cas de malnutrition chez les bébés et les jeunes enfants. »

Macaire Nana, médecin



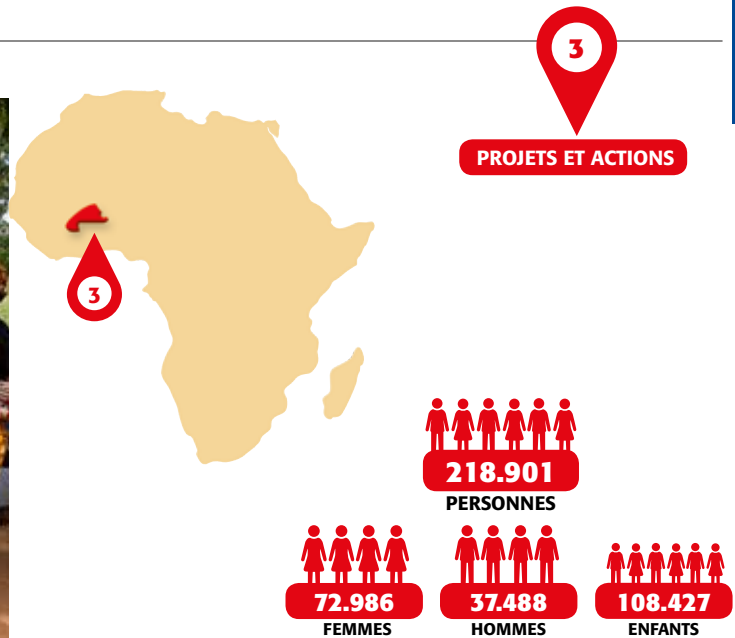
Luca Pistone©

En 2021, LVIA a répondu à la crise humanitaire au Burkina Faso en fournissant des soins médicaux de base à 218.901 personnes en détresse et démunies, dont 108.427 enfants de moins de cinq ans.

Au Burkina Faso, comme dans les pays sahéliens voisins, la crise humanitaire ne laisse aucun répit aux populations, notamment dans les régions transfrontalières du nord, les groupes armés continuant à semer la terreur, obligeant des dizaines de milliers de familles à quitter leurs villages pour trouver refuge dans des zones plus sûres. Au 31 décembre 2021, on comptait près de 513.000 personnes déplacées dans le Sahel, la région nord du pays (et plus de 1,5 million à l'échelle nationale). Des centaines d'écoles et des dizaines de centres de santé sont maintenant fermés depuis des années, avec un impact très grave sur l'éducation et la santé, en particulier pour les enfants.

Comme en 2020, au Burkina Faso, l'intervention de LVIA et de ses partenaires est axée sur le maintien de la fonctionnalité de centres de santé encore ouverts dans les provinces de l'Oudalan, du Loroum et du Yatenga, en formant et en équipant des agents de santé volontaires, généralement des jeunes de la région, qui sont plus motivés pour rester même dans des conditions d'insécurité que le personnel de l'État. Dans les villages qui n'ont plus de centre de santé fonctionnel à proximité, les postes de santé avancés activés les années précédentes continuent d'être soutenus. Ils y engagent - après avoir reçu une formation de base, un petit équipement et un stock de médicaments essentiels et génériques - des agents de santé communautaires qui dispensent des soins primaires à leur communauté et, si nécessaire, orientent les cas plus graves vers le centre de santé le plus proche. Également 110 accoucheuses villageoises ont été formées et équipées pour aider les femmes à accoucher (en cas de naissances naturelles et sans complication). La LVIA a également soutenu la pédiatrie de l'hôpital de Gorom-Gorom, le seul de toute la province, en fournissant une infirmière et en formant le nouveau personnel de santé.

Au cours de l'année 2021, dans la province d'Oudalan, grâce à la contribution de l'UNICEF, LVIA a pu activer 10 postes de santé avancés supplémentaires, réaliser deux campagnes de récupération de vaccination et de dépistage de la malnutrition infantile auprès des populations déplacées et, pour répondre



aux urgences, en l'absence d'ambulances (désormais toutes volées ou hors d'usage), mettre en place en collaboration avec le district sanitaire un système de prise en charge des patients sous forme de remboursement des frais d'évacuation et d'hospitalisation. En outre, lorsqu'il s'agit d'un enfant, la mère ou la personne qui l'accompagne est également prise en charge pendant toute la durée de l'hospitalisation et reçoit des repas gratuits et un kit d'hygiène personnelle.

Enfin, un stock de médicaments et d'autres produits pharmaceutiques pour les districts sanitaires de Gorom-Gorom et de Titao, à utiliser en cas de besoin dans le cadre de les centres de santé soutenus par la LVIA et ses partenaires.

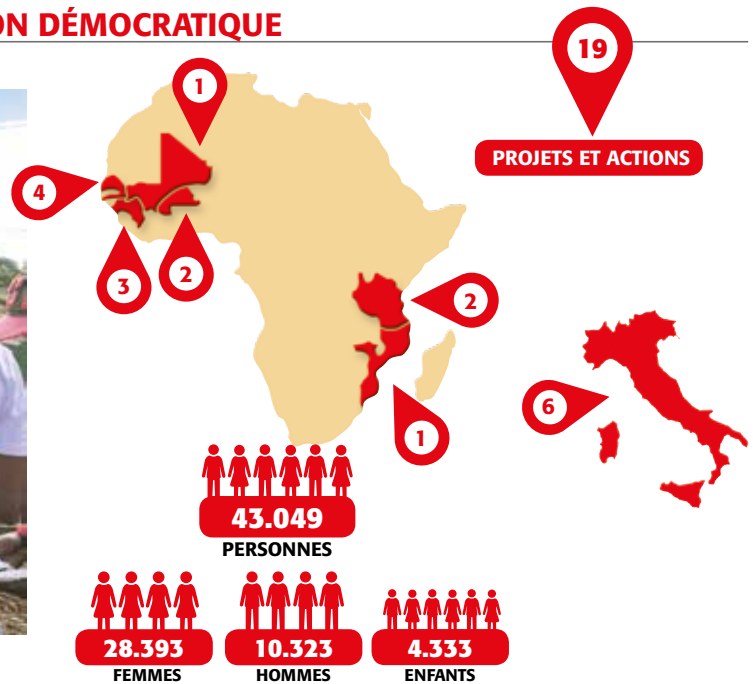
Fin 2021, dans la province d'Oudalan, 19 des 26 centres de santé existants étaient fermés (7 de plus qu'au début de l'année) en raison de la présence de groupes armés et de l'absence de personnel de santé, qui a été contraint de partir en raison du risque de subir des attaques et des représailles. Dans certaines zones, notamment les plus proches des frontières avec le Mali et le Niger, la majorité de la population a désormais fui.

“ La situation ne fait qu'empirer d'année en année ; d'ailleurs, en 2021, la campagne agricole était déficitaire. Si l'on considère également la récente augmentation du prix des céréales et la fermeture de nombreux marchés locaux nous devons nous attendre à une crise humanitaire très grave en 2022. Ce que font LVIA et CRUS, en soutenant les centres de santé qui sont encore ouverts et en fournissant une assistance médicale et alimentaire aux communautés isolées, est d'une importance vitale pour des milliers de familles qui, autrement, seraient complètement abandonnées à elles-mêmes.”

Boubacar Cissé - Directeur CRUS

L'INCLUSION SOCIALE ET LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

Archive LVA©



En 2021, les activités d'inclusion des plus vulnérables ont concerné 43 049 personnes dans 6 pays africains et en Italie.

Les Nations unies ont établi que, d'ici 2030, la pauvreté extrême (c'est-à-dire les personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour) doit disparaître sous toutes ses formes et visent à réduire de moitié le niveau de pauvreté relative de chaque pays. Le chemin est encore long, surtout si l'on considère que les effets socio-économiques résultant du Covid-19 ont inévitablement stoppé et inversé la tendance positive des progrès durement acquis dans la lutte contre la pauvreté et la réduction de l'écart entre les pays. Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, affirme que "si nous voulons atteindre l'objectif, nous avons besoin de beaucoup plus d'investissements, notamment dans le capital humain, pour promouvoir une croissance inclusive et atteindre les personnes qui vivent encore dans la pauvreté".

La crise économique provoquée par la pandémie a privé, même en Afrique, des millions de travailleurs informels de leur seule source de revenus en raison des blocages répétés et du ralentissement économique. Les envois de fonds ont également diminué d'un cinquième. Tout cela a également entraîné une aggravation des inégalités entre hommes et femmes, ainsi qu'une diminution de l'accès aux services et infrastructures de base.

Les interventions de LVA en 2021 se sont concentrées au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal sur la formation professionnelle et le coaching en gestion d'entreprise pour faciliter le placement et la création d'entreprises, afin de promouvoir l'esprit d'entreprise des jeunes comme outil de lutte contre le chômage et de soutien à la croissance économique.

Au Sénégal, les activités se sont poursuivies à travers le soutien psychosocial et l'aide à l'emploi des migrants de retour, avec leur participation à la fois à la réflexion sur les politiques publiques de l'emploi et à des groupes de discussion avec la participation de migrants et jeunes stagiaires impliqués dans des projets de création d'emplois dans le secteur agro-industriel. En outre, l'accompagnement technique s'est poursuivi pour l'élaboration de plans d'affaires et le soutien économique pour l'expansion des entreprises et le renforcement des petites et moyennes entreprises locales. Au Burkina Faso, un atelier d'échange entre des représentants de la communauté et des institutions locales, des ONG, des start-ups, des centres de formation et du personnel des régions du Piémont et de la Toscane pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et la coopération Nord-Sud. Des kits ont été distribués à des start-ups et des petites et moyennes entreprises et ont soutenu la création d'un réseau participatif d'organisations locales de la société civile. Par ailleurs, en Guinée, les activités de sensibilisation sur la question de l'enregistrement des naissances se sont poursuivies en collaboration avec

la Communauté de Sant'Egidio et deux associations locales (CARP et FMG) à travers des représentations théâtrales, des émissions de radio, la tenue d'événements ponctuels pour informer les écoles, les centres de santé, les communautés rurales tant dans la capitale que dans la région de Labé. Enfin, l'échange Nord-Sud entre les autorités locales, les jeunes et les associations des communes de Moncalieri et Ratoma, et le soutien au point lecture avec des séminaires pour les enfants et des cours de langue et de culture italienne. Des activités de sensibilisation ont également été planifiées et mises en œuvre, notamment sur le thème de la migration et de l'emploi des jeunes : au Sénégal, des concerts, des émissions de radio et des événements ont été organisés pour sensibiliser à la migration et aux opportunités locales, en encourageant la consommation de produits locaux et en ouvrant des points d'information pour les jeunes. Au Mozambique, des formations ont été mises en œuvre pour renforcer les compétences et les capacités des associations de jeunes sur les droits fonciers, l'égalité des sexes, le dialogue interreligieux, la gestion des conflits, la citoyenneté active et la participation démocratique, en vue de créer un cadre de dialogue structuré avec les institutions locales pour promouvoir la gestion participative des terres et le droit des peuples à l'autodétermination.

Le soutien scolaire s'est également poursuivi au Sénégal, avec la distribution de denrées alimentaires aux écoles primaires, ce qui a permis aux enfants et aux adolescents de poursuivre leurs études. Au Mali, une école primaire de Gao a été dotée de tables-bancs, bureaux, et armoires. En Tanzanie, le soutien s'est poursuivi pour la cantine scolaire et le foyer "J. Nyerere".

En Italie, les activités de soutien à l'étude et les activités éducatives, ainsi que les séminaires éducatifs, visent à améliorer l'apprentissage scolaire des enfants exposés à la pauvreté éducative. Pour faciliter et renforcer la relation école/famille, des sessions de formation en italien ont été prévues pour les mères, au cours desquelles un service de baby-sitting a été organisé pour les enfants en risque de pauvreté scolaire.

Plusieurs événements d'animation communautaire ont été proposés pour améliorer la relation intergénérationnelle, en abordant le phénomène de l'exclusion sociale. En outre, dans trois municipalités de la ville métropolitaine de Turin, des groupes de discussion ont été mis en place pour identifier les besoins des femmes issues de l'immigration. Afin de sensibiliser la commune de Saluzzo à la question des droits dans le cadre de l'agriculture saisonnière, plusieurs supports (brochures, vidéos, roll-up, campagne sociale) ont été produits et distribués lors d'événements culinaires et culturels, et une étude de faisabilité a été réalisée pour la création d'une coopérative d'agriculture éthique.

REVENU

€ 7.841.558

PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ECG ET ACTIVITÉS EN ITALIE	€ 7.454.994
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 382.452
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 4.112

DÉPENSES

€ 7.827.28

PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ECG ET ACTIVITÉS EN ITALIE	€ 7.605.282
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 98.915
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 123.093

SOURCES DE FINANCEMENT

• AICS – Agence italienne de coopération au développement	€ 1.590.900,79	22%
• Union européenne	€ 3.161.193,969	44%
• Gouvernement général italien	€ 287.470,97	4%
• Nations unies	€ 181.137,17	2%
• Administrations publiques étrangères	€ 361.915,70	5%
• Organismes privés	€ 1.712.092,04	23%

INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR D'INTERVENTION

• EAU ET HYGIÈNE	4 %
• LE DÉVELOPPEMENT AGRO-PASTORAL	34,9 %
• L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT	16,3 %
• INCLUSION SOCIALE	22 %
• LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION	4,7 %
• ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE	5,3 %
• ACTION HUMANITAIRE	12,8 %

INVESTISSEMENTS PAR PAYS

• BURKINA FASO	€ 1.364.485,97
• BURUNDI	€ 947.655,20
• ÉTHIOPIE	€ 349.735,03
• GUINÉE BISSAU	€ 1.718.765,73
• GUINÉE CONAKRY	€ 489.001,84
• KENYA	€ 236.282,39
• MALI	€ 326.759,09
• MOZAMBIQUE	€ 193.521,49
• SENEGAL	€ 805.862,71
• TANZANIE	€ 180.852,56
• ITALIE	€ 651.693,19
TOTAL	€ 7.264.615,20

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

• BURKINA FASO	237.415
• BURUNDI	72.624
• ÉTHIOPIE	556
• GUINÉE BISSAU	9.041
• GUINÉE CONAKRY	37.892
• KENYA	20.489
• MALI	23.681
• MOZAMBIQUE	20.559
• SENEGAL	12.530
• TANZANIE	4.853
• ITALIE	30.016
TOTAL	469.656

Rédaction : Alessandro Bobba, Roberta Ghigo, Mattia Magra, Monica Macciotta, Silvana Merlo, Italo Rizzi
Contributeurs : Giovanni Armando, Cristina Baudino, Giorgia Beccaria, Enrico M. Beraudo, Andrea Bessone, Strenge Cerise,
Sara Dottarelli, Federico De Lotto, Nicoletta Gorgerino, Ester Graziano, Francesco Miacola,
Giulia Puppini, Riccardo Moro, Maurizia Sandrini, Gianmarco Vitale

Traduction : Giovanni Armando

Propriété de : LVIA • Associazione Internazionale Volontari Laici
Via Mons. D. Peano, 8/b • 12100 Cuneo • tél. +39 0171.696975 • lvia@lvia.it • www.lvia.it • CCP 14343123

Graphisme : zazi • Torino

Tribunal de Cuneo Enregistrement n. 245, 8/10/1970 • ROC: 33218

“ *Malgré la situation difficile due aux conséquences de Covid19, les activités de LVIA en l'Italie et l'étranger n'ont pas diminué en intensité et en efficacité. Certes, nous avons dû faire face à de nombreuses difficultés des difficultés logistiques et organisationnelles, redéfinissant parfois les objectifs et réorientant certaines activités, mais nous n'avons jamais été contraints de suspendre notre présence et de diminuer notre engagement dans soutien aux groupes faibles et marginalisés.* ”

Alessandro Bobba, Président de LVIA



LVIA • Siège social
Via Mons. D. Peano, 8b
12100 Cuneo
tél. +39 0171.696975
lvia@lvia.it

LVIA • Bureau des activités italiennes
Via Borgosesia, 30
10145 Torino
tél. +39 011.7412507
fax +39 011.745261
italia@lvia.it

www.lvia.it

LVIA Burkina Faso
Rue Luili Pendé n° 256
01 BP 783 Ouagadougou 01
tél. +226.25363804
burkinafaso@lvia.it
Autre bureau :
Bobo Dioulasso
Dori
Koudougou
Gorom-Gorom

LVIA Burundi
Avenue Muyinga n° 17
Rohero 1
B.P. 198
Bujumbura
tél. + 257.62697808
tél. + 257.22242124
coordinationburundi@lvia.it

LVIA Éthiopie
Sub City Yeka
Woreda 05
House n. 125
Addis Abeba
tél. +251(0)116622183
etiopia@lvia.it
Autre bureau :
Oromia Region,
Arsi Zone, Assela,
Kebele 6, n. 225

LVIA Guinée Bissau
Avenida Pansau na Isna
Casa N° 1423
Bairro Santa Luzia
C.P. 585 Bissau
tél. +245.955949714
lviagb@gmail.com
admgb.lvia@gmail.com
Autre bureau :
Avenida F. Mendes
x Avenida D. Ramos
Bissau
Bairro di St. Luzia
Bissorã
Cafal

LVIA Guinée Conakry
CIFCO, Sonfonia Lac,
Commune de Ratoma,
Conakry
tél. +224 629 320 585
guineaconakry@lvia.it

LVIA Kenya
P.O. Box 1684
60200 Meru
tél. +254(0)792035662
kenya@lvia.it
Autre bureau :
c/o Diocese of Isiolo

LVIA Mali
Quartier Château
Secteur 4
Rue 446 Porte 49 • Gao
tél. +223.21820496
gao@lvia.it
Autre bureau :
Quartier ACI SOTUBA
Bamako
mali@lvia.it

LVIA Mozambique
c/o Caritas Moçambique
Rua da Resistencia 1175
Maputo
tél. +258.21419933
tél. +258.822812660
fax +258.21419578
mozambico@lvia.it

LVIA Sénégal
Rte de Khombole
B.P. 262 A • Thiès
tél. et fax +221.33.9511611
senegal@lvia.it

LVIA Tanzanie
P.O.BOX 160
KNG/MNY-SH/135
Kongwa (Dodoma)
tél. +255(0)756.525770
tanzania@lvia.it